

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1393 - 4 mai 1989 - 3 F

### D 1393 COLOMBIE: 18.000 ASSASSINATS EN 1988

De nombreuses missions internationales d'information se sont, dans l'année écoulée, rendues en Colombie pour y enquêter sur l'impressionnante vague d'assassinats qui passe sur le pays (cf. DIAL D 1389). Dernière en date, la mission conjointe de Pax Christi Pays-Bas et Justice et paix Pays Bas a transmis son rapport "Impunité en Colombie" à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, pour sa 45e session tenue à Genève en février-mars 1989. Dans son intervention auprès de la commission, le représentant de cette mission hollandaise - dont nous donnons l'exposé ci-dessous - a demandé la désignation d'un rapporteur spécial de l'ONU sur la situation en Colombie. Quelques jours auparavant, les 2,3 et 4 février 1989, la mission hollandaise avait organisé à Genève une "conférence internationale sur la Colombie" pour attirer l'attention de l'opinion mondiale sur l'extrême gravité de la situation sociale et politique dans ce pays.

Note DIAL

### INTERVENTION DU REPRÉSENTANT DE LA MISSION HOLLANDAISE AUPRÈS DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'O.N.U. A GENÈVE

Monsieur le président,

"La cause principale de mort d'hommes âgés de 15 à 44 ans est l'assassinat", affirme Amnesty International dans son dernier rapport sur la Colombie en 1988.

Avec une estimation de plus de 18.000 assassinats en 1988 pour une population de près de 30 millions d'habitants, la Colombie a la moyenne d'assassinats la plus élevée du monde pour un pays sans guerre formelle déclarée.

Durant le premier mois de cette année, et pour la seule capitale de Bogotá, 700 personnes ont été assassinées. Un nombre croissant de ces crimes est d'origine politique. Cependant l'impunité autour de ces tueries est quasi absolue. Pax Christi Pays-Bas et Justice et paix Pays-Bas ont envoyé une délégation européenne en Colombie en octobre dernier, en réponse à l'appel d'organisations qui, de par leur nature même, subissent le plus les effets de la vague d'assassinats politiques, telles que des syndicats, des organisations de défense de droits de l'homme, des mouvements politiques et des organisations religieuses.

L'objectif de cette mission était de contribuer à briser le silence sur la Colombie, pays internationalement connu comme étant une démocratie. Mais la violence incroyable trouve précisément son origine dans l'absence de vraie démocratie, ainsi que l'affirment les rapports de délégations précédentes.

Notre délégation a suivi les pas de missions internationales antérieures telles que Vigilance américaine, l'Organisation des Etats américains, la mission juridique

D 1393-1/3

chapeauté par le Prix Nobel de la paix Pérez Esquivel, Amnesty International ainsi que le Comité de travail des Nations-Unies sur les disparitions, entre autres.

"En Colombie on tue, on torture, on fait disparaître des personnes. Et tout ceci est le fait de gens jouissant de l'autorité: agents de sûreté de l'Etat, soldats et policiers", a affirmé voici quelques années un procureur général dans l'exercice de ses fonctions.

La situation actuelle est encore pire. Pour le seul premier mois de l'année, 218 personnes ont été assassinées pour motifs politiques, et la semaine dernière plus de 30 civils sans défense ont été massacrés dans la région indienne du Cauca.

Le 11 novembre, dernier jour de notre mission en Colombie, s'est produit le massacre le plus brutal de l'année dans la ville de Segovia où 43 civils ont été arbitrairement assassinés, tandis que de nombreux autres étaient blessés. Les auteurs de tels crimes font partie d'escadrons de la mort qui opèrent dans le pays sans rencontrer aucun obstacle, en particulier dans les zones militarisées comme le secteur de Segovia. "Créer un climat de terreur", tel est l'objectif destiné à empêcher que la population se livre à des activités politiques, sociales ou humanitaires qualifiées de néfastes.

Amnesty International parle d'une politique délibérée de terreur et d'assassinat politique sous l'impulsion d'une partie des forces armées colombiennes, à l'encontre de tous ceux qui sont suspectés de s'opposer au statu quo.

Cela veut dire que les victimes de la répression ne sont pas seulement des membres de l'opposition politique, tels les membres du nouveau parti de l'Union patriotique fondé en 1985 et ayant déjà eu plus de 700 de ses membres assassinés. Les victimes de cette répression sont aussi des juges, des journalistes, des dirigeants syndicaux, des paysans, des enseignants, des prêtres, des étudiants, des travailleurs des régions bananières, des Indiens, etc., qui sont ainsi menacés, séquestrés, torturés, disparus et assassinés.

Notre délégation, comme les précédentes, est restée profondément perplexe devant l'impunité totale dont bénéficie cette immense quantité de crimes en Colombie. La réponse traditionnelle du gouvernement colombien est que "ces cas font l'objet d'enquêtes", mais c'est là une excuse dispensant de prendre des mesures concrètes. Le gouvernement choisit de protéger les coupables en se refusant à démanteler les escadrons de la mort.

Monsieur le président,

Suite à notre visite en Colombie à la fin de l'année dernière, nous avons résolu d'organiser une conférence internationale sur la Colombie dans la ville de Genève du 2 au 4 courant. A cette occasion nous avons présenté le rapport de notre visite en Colombie au président de la commission des droits de l'homme des Nations-Unies, M. Bossuyt, ainsi qu'au directeur du centre des Nations-Unies pour les droits de l'homme, M. Martenson, et au siège des Nations-Unies à Genève.

Pour la première fois, plus de vingt témoins colombiens ont pu donner librement leur témoignage, devant la presse et le public européens, sur le génocide en cours dans leur pays. Parmi les personnes présentes il y avait quatre évêques colombiens (1), ainsi qu'une délégation du gouvernement colombien qui a participé à la discussion au cours d'une assemblée plénière.

---

(1) Les évêques étaient en réalité venus protester contre certaines affirmations du rapport de Pax Christi et Justice et paix des Pays-Bas, en particulier concernant l'Eglise catholique de Colombie et "son action pour la défense des droits de l'homme" [NdT].

Conscients des risques encourus par leur témoignage en Europe, les témoins colombiens ont choisi de les assumer. Nombre d'entre eux, cependant, n'ont pas eu l'opportunité de lire l'article paru le 4 février, alors que se tenait la conférence, dans l'un des journaux de grande circulation en Colombie, *El Espectador*, article qui peut constituer de fait un appel public à assassiner ceux qui ont assisté à la conférence dès le retour dans leur pays, vu l'activité implacable et connue de tous des forces paramilitaires colombiennes.

Cet article du chroniqueur Antonio Panesso qualifie tous ceux d'entre nous qui avons participé à la conférence de Genève, d'"*extrémistes, terroristes, religieux fanatiques, démocrates associés, membres de l'Union patriotique, défenseurs des personnes disparues*", et dans la foulée, il nous taxe de "*staliniens, et adeptes de Pol Pot*". Pax Christi est qualifié par M. Panesso d'organisation de façade ayant pour but d'attirer des terroristes à Bogotá, comme le groupe "Chrétiens pour la démocratie". Etant donné le climat régnant actuellement en Colombie, un tel article de presse publié dans l'un des plus grands journaux nationaux constitue une invitation ouverte à procéder sans aucune entrave à un nouveau ou à de nouveaux massacres.

Pax Christi et Justice et paix Pays-Bas ont voulu se faire les porte-paroles des victimes sans voix en Colombie, afin d'alerter l'opinion publique internationale; d'informer sur - et de dénoncer - les anomalies graves qui se produisent en Colombie, face à des entités européennes vouées à la défense des droits de l'homme: églises, syndicats et organismes politiques tels que le Parlement et le Conseil européens; de faire pression sur le gouvernement colombien pour qu'il protège la vie des citoyens du pays, respecte et fasse respecter ses propres lois, et châtie les coupables; de demander aux autorités gouvernementales colombiennes de rendre publics les résultats des enquêtes qu'elles affirment avoir fait ouvrir quand les multiples crimes d'origine politique survenus dans le pays font l'objet de plaintes.

Il est de notre responsabilité à tous - et plus spécifiquement des Nations-Unies - de donner suite en Europe aux efforts fournis ou à fournir pour la défense de nos frères et soeurs de Colombie.

Telle a été la principale recommandation faite à la conférence. Des suggestions plus spécifiques ont également été avancées, par exemple sur la façon d'aider les milliers de paysans déplacés de leurs terres à l'intérieur de la Colombie, sur le financement du déplacement de réfugiés colombiens à destination d'autres pays d'Amérique latine, et sur l'assouplissement des règlements de l'asile politique en Europe occidentale.

"*La société colombienne approche du point de non retour*", a déclaré pendant la conférence de Genève M. Alfredo Vásquez Carrizosa, ancien ministre, aujourd'hui président du Comité des droits de l'homme à Bogotá, qui a ajouté: "*Il se peut que, sans l'aide de l'Europe, nous tombions définitivement en ruine*".

Nous demandons donc à la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies de désigner un rapporteur spécial pour le cas de la Colombie, vu le nombre et la gravité des atteintes à la société qui y sont actuellement notées. C'est une demande qui est formulée depuis la Colombie par de larges secteurs sociaux et de façon répétée.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 340 F - Etranger 400 F - Avion 470 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441